

[> Prud'hommes \(Conseil de](#)

## R. 1441-20

Décret n°2016-1359 du 11 octobre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Chaque liste de candidats précise le nom de l'organisation, ainsi que le conseil de prud'hommes, le collège et la section au titre desquels les candidats de la liste sont présentés.

## R. 1441-21

Décret n°2016-1359 du 11 octobre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le mandataire d'une liste contrôle et atteste que cette liste remplit les conditions fixées par les articles **L. 1441-18** à **L. 1441-20**.

A la liste de candidats mentionnée à l'article **R. 1441-20**, sont jointes les déclarations individuelles de candidature de chacun des candidats de la liste. Ces déclarations font état des informations permettant de justifier qu'il satisfait aux conditions mentionnées aux articles **L. 1441-6** à **L. 1441-17**.

## R. 1441-22

Décret n°2016-1359 du 11 octobre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Chaque candidat donne mandat pour être présenté par l'organisation qui le présente. Il déclare sur l'honneur n'être l'objet d'aucune interdiction, déchéance ou incapacité relative à ses droits civiques et ne pas exercer de fonction incompatible avec l'exercice de la fonction de conseiller prud'homme. Il fournit les documents justifiant qu'il satisfait aux conditions mentionnées aux articles **L. 1441-6** à **L. 1441-17**, à l'exception du bulletin n° 2 du casier judiciaire.

## D. 1441-22-1

Décret n°2018-889 du 8 octobre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La direction des services judiciaires met en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé “ SI-Candidatures ” ayant pour finalité d'assurer le dépôt et la gestion des candidatures à la fonction prud'homale.

## D. 1441-22-2

Décret n°2017-266 du 28 février 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les catégories de données à caractère personnel relatives au représentant de l'organisation syndicale ou professionnelle, ayant obtenu des sièges en application de l'article **R. 1441-2**, pouvant être enregistrées dans le traitement automatisé sont les suivantes :

- 1° Ses noms, prénoms et civilité ;
- 2° Son adresse électronique professionnelle ou personnelle ;
- 3° Son ou ses numéros de téléphone fixe ou mobile, professionnel ou personnel ;
- 4° La dénomination sociale de l'organisation qu'il représente ;
- 5° Sa qualité de représentant dûment mandaté par son organisation pour la désignation des conseillers prud'hommes.

## D. 1441-22-3

Décret n°2017-266 du 28 février 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les catégories de données à caractère personnel relatives au mandataire départemental de l'organisation syndicale ou professionnelle pouvant être enregistrées dans le traitement automatisé sont les suivantes :

- 1° Ses noms, prénoms et civilité ;
- 2° Ses adresses postale et électronique personnelles ou professionnelles ;
- 3° Son numéro de téléphone mobile personnel ou professionnel ;
- 4° La dénomination sociale de l'organisation qu'il représente ;